



# PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau de la Sécurité et de la Communication  
Mission ERP

Sous-préfecture de Lens

La Sous-préfète de LENS  
à  
Monsieur le Maire  
Service urbanisme  
- LENS -

**PROCES-VERBAL**  
**de la Commission d'Arrondissement de Sécurité de LENS**  
**- Réunion du 28 avril 2026 -**

**COMMUNE** : LENS  
**Etablissement** : ERP 2 - Bâtiment vert, bâtiment informatique  
Lycée Saint Paul

**Adresse** : 38 ROUTE DE LA BASSEE 62300 LENS

**PETITIONNAIRE** : Lycée privé polyvalent Saint Paul - AEP Saint Paul

1) La présente étude est relative à l'aménagement de bureaux en lieu et place de la salle informatique dans l'ERP 2 du lycée Saint Paul.

2) Après travaux, l'occupation des locaux sera la suivante :

- RDC (ex salle informatique) :

\* zone accessible au public : Un bureau Vie Scolaire (BVS2).

\* zone non accessible au public : Deux bureaux C.P.E. + Un bureau Vie Scolaire (BVS1) + Un Open Space de 4 postes de travail de 25,3 m<sup>2</sup>.

3) Effectif et classement - ERP 2 :

Activités : Enseignement, type R et Culte type V.

Public : 555 personnes + Personnel : 12 personnes. Total : 567 personnes.

4) Mise en sécurité des personnes en situation de handicap : Afin de garantir l'évacuation de chaque niveau de construction en tenant compte des différents types et situations de handicap, le maître d'ouvrage s'est engagé à retenir les solutions techniques ou équivalentes suivantes : Zone concernée par les travaux (rez-de-chaussée) : de plain-pied directement sur l'extérieur.

### 5) Dossier sécurité produit par le Maître d'ouvrage :

Isolement/Implantation : Inchangés.

Construction :

Zone travaux : Distribution intérieure par cloisonnement traditionnel.

Le cloisonnement des nouveaux locaux de la vie scolaire sera coupe-feu 1/2 heure et les blocs-portes pare-flamme 1/heure.

Aménagements intérieurs : respect de l'article PE 13 (articles AM).

NOTA : Une communication entre BVS 2 et BVS 1 est créée via une porte coulissante non motorisée d'une unité de passage ne rentrant pas dans le cadre des dégagements.



Dégagements :

Zone travaux : Deux dégagements de 2 unités de passage chacun.

Désenfumage : Inchangé.

Électricité/Éclairage : Conformes aux normes et règlements + Éclairage d'évacuation et d'anti panique par blocs autonomes.

Chauffage/Ventilation : (PRESCRIPTION n° 3).

Locaux à risques particuliers : Sans objet.

Moyens de secours : Plans (PRESCRIPTION n° 4) + Extincteurs : pas d'impact + Alarme incendie (PRESCRIPTION n° 5) + Défense extérieure contre l'incendie assurée par un PEI 624980064 situé à moins de 200 mètres (données géoconcept au moment de l'étude).

La Commission classe l'établissement comme suit :

Type	: R	Catégorie : 3ème	<u>AT062.498.26.00020</u>
Type(s) secondaire(s)	: V		

La Commission s'est réunie ce jour afin d'examiner le projet.

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées par le Service Départemental d'Incendie et de Secours pour les règles de sécurité incendie.

Suite à l'examen du dossier, la commission émet :

### **Avis Favorable au projet**

Par ailleurs, je vous rappelle :

**Conformément aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation ERP recodifié par le décret n°2021-872 du 30/06/2021, je vous serais obligé de bien vouloir notifier le présent avis et de veiller au respect des prescriptions ci-après :**

#### **Rappels réglementaires :**

- **Code de construction et de l'habitation modifié par le décret du 30 juin 2021 (ERP) - R 143-3 :**  
La liste des prescriptions édictées n'est pas exhaustive, elle ne dispense pas le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur de l'établissement du respect intégral des textes de référence précités.
- **Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GN 13 :**  
Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence.
- **Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GN 14 :**  
Les appareils ou équipements doivent être conformes soit aux normes françaises, soit aux normes européennes harmonisées, soit aux normes ou spécifications techniques d'autres états de l'Union Européenne reconnues conformément à l'article GN 14 du règlement de sécurité.

#### **Prescription(s) liée(s) au projet :**

- **Prescription n°1** (liée à l'exploitation), Code de construction et de l'habitation modifié par le décret du 30 juin 2021 (ERP) - R 143-22 :  
Respecter les engagements du maître d'ouvrage dans sa notice de sécurité.
- **Prescription n°2** (liée à l'exploitation), Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GE 6 :  
Au cours des travaux, le respect des règles de sécurité devra être assuré par une personne ou un organisme agréé qui devra, en fin de chantier et avant ouverture au public, être en mesure de fournir le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) vierge d'observation.
- **Prescription n°3** (liée à l'exploitation), Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CH 1 :  
Respecter l'ensemble des articles CH du 25/06/1980 pour le mode chauffage retenu.
- **Prescription n°4** (liée à l'exploitation), Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 41 :  
Mettre à jour l'ensemble des plans.
- **Prescription n°5** (liée à l'exploitation), Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 65 :  
Etendre et/ou adapter l'équipement d'alarme à la nouvelle configuration.
- **Prescription n°6** (liée à l'exploitation), Code de construction et de l'habitation modifié par le décret du 30 juin 2021 (ERP) - R 143-38 :  
Solliciter le passage de la commission de sécurité à l'issue des travaux de cet établissement. Cette demande doit être formulée au Maire de la commune concernée qui avisera le secrétariat de la commission et ce, au moins 1 mois avant la date fixée.
- **Prescription n°7** (liée à l'exploitation), Code de construction et de l'habitation modifié par le décret du 30 juin 2021 (ERP) - R 143-38 :  
Transmettre au secrétariat de la Commission d'Arrondissement de Sécurité, deux jours ouvrés au moins avant la date de visite de réception, les documents suivants :
  - L'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatif à la solidité conformément aux textes en vigueur.
  - L'attestation du bureau de contrôle, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage.
  - Le rapport de vérifications réglementaires après travaux vierge de toute observation.

En l'absence de ceux-ci dans les délais fixés, la visite de la commission serait annulée.

**Pour la Sous-préfète,  
La Présidente de la Commission,**



**Dominique COUVREUR**



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Sous-Commission Consultative Départementale d'Accessibilité  
Service SERBC  
Unité Accessibilité

Arras, le 20 avril 2026

**PROCES VERBAL**  
**portant avis de la Sous-Commission Consultative Départementale d'Accessibilité**  
**Séance du 20/04/2026**

Commune : LENS

Pétitionnaire : LYCEE SAINT PAUL -AEP ST PAUL - Mme FRANCOIS

Établissement : LYCEE SAINT PAUL

Catégorie : 2      Dossier : AT 62 498 26 00020

- Autorisation de travaux  
 Permis de construire  
 Demande de dérogation(s) Accessibilité  
Dérogation(s) numéro(s)  
 Visite avant ouverture Accessibilité

Nombre de cases cochées : 1

**Avis de la Commission :**

FAVORABLE

DÉFAVORABLE

SANS OBJET

*Merci de bien vouloir notifier cet avis au pétitionnaire.*

**Pour toute question :**

Permanence téléphonique au 03 21 22 99 99

le mardi et le jeudi de 14h à 16h

le vendredi de 9h30 à 11h30

Courriel : [ddtm-accessibilite@pas-de-calais.gouv.fr](mailto:ddtm-accessibilite@pas-de-calais.gouv.fr)

Pour le préfet et par subdélégation du directeur  
départemental des territoires et de la mer  
La présidente de séance

  
Christine RUBIN

**BASE RÉGLEMENTAIRE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)** et notamment les articles L161-1 à L164-3 et R.122-5 à R.122-21 et R.161-1 à R.164-6.
- **Extrait de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005** pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées relatif au cadre bâti.
- **Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021** recodifiant la partie réglementaire du livre 1er du CCH et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent.
- **Arrêté du 11 septembre 2007** relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
- **Arrêté du 8 décembre 2014 modifié** fixant les dispositions prises pour l'application des articles du CCH et de l'article 14 du décret n°2006-555, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public.
- **Arrêté du 15 décembre 2014 modifié** fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation.
- **Arrêté du 20 avril 2017 modifié** fixant les dispositions prises pour l'application des articles du CCH relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP et des IOP lors de leur construction ou de leur création.

<b>Descriptif du projet et du bâtiment</b>
Le projet consiste en des travaux de réaménagement du lycée Privé Saint-Paul.
<b>Préambule général</b>
Le pétitionnaire devra se conformer au respect, d'une part des documents produits à l'appui de sa demande, d'autre part des dispositions techniques de l'arrêté du 8 décembre 2014. En outre, il devra respecter les prescriptions particulières suivantes.
<b>Autorisation de travaux</b>
La vie scolaire devra être équipée, à son point d'accueil, d'une boucle à induction magnétique (voir article 5 de l'arrêté du 8 décembre 2014).  Les mobiliers d'accueil installés dans les bureaux devront comporter une partie adaptée aux PMR respectant les caractéristiques suivantes : - une hauteur maximale de 0,80m ; - un vide en partie inférieure d'au moins 30 cm de profondeur, 60 cm de largeur et 70 cm de hauteur.

Chaque établissement recevant du public doit constituer un registre public d'accessibilité, consultable par le public sur place au principal point d'accueil accessible de l'établissement, éventuellement sous forme dématérialisée. Pour plus d'informations : [https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#scroll-nav\\_5](https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#scroll-nav_5)